

ARRETE N°004/2023/ST

OBJET : Réglementation temporaire de voirie

Le Maire de MARGUERITTES (Gard),

VU le code de la Route et notamment ses articles R.225,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment ses articles L2213-1 à L2213-5 et L2131-22 relatif aux pouvoirs du Maire en matière de police de la circulation,

VU la demande présentée par l'entreprise BOUYGUES Energie et Services 233 avenue Clément Ader à 30320 Marguerittes,

VU les contrats de maintenance et travaux liant cette entreprise à la commune,

VU que l'entreprise BOUYGUES Energies et Services est amenée à intervenir à tout moment sur l'éclairage public ainsi que sur les bornes escamotables de la commune,

CONSIDERANT qu'il y a lieu de prendre toutes dispositions nécessaires afin d'assurer la sécurité des usagers du domaine public et du personnel entreprises,

ARRETE

ART.1 : Le stationnement de tous véhicules autres que ceux du pétitionnaire est interdit dans les zones ou parties de voies délimitées par l'entreprise BOUYGUES Energies et Services situées à l'intérieur du périmètre de la commune, **jusqu'au 31/12/2023**.

Toutes les mesures devront être prises par BOUYGUES Energies et Services, pour assurer la sécurité des piétons, l'accès aux propriétés riveraines, ainsi que l'accès aux véhicules de secours.

ART.2 : En cas de besoin et au droit des travaux la circulation sera maintenue sous chaussée rétrécie ou sous réglementation alternée soit par du personnel habilité dûment équipé ou soit par feux.

ART.3 : En cas de besoin et au droit des travaux la circulation de tous véhicules autres que ceux du pétitionnaire pourra être interdite sous réserve qu'une demande formalisée (mail ou fax) soit parvenue au service technique municipal et sous réserve qu'une réponse favorable ait été notifiée par écrit au pétitionnaire. Dans ce cas toutes les mesures devront être prises par BOUYGUES Energies et Services, pour assurer la sécurité des piétons, l'accès aux propriétés riveraines, ainsi que l'accès aux véhicules de secours.

ART.4 : La signalisation réglementaire nécessaire à l'application dudit arrêté sera mise en place, entretenue et à la charge de l'entreprise BOUYGUES Energies et Services.

ART.5 : L'entreprise chargée des travaux sera entièrement responsable de tous les accidents qui pourraient être le fait de son chantier. Sa responsabilité sera substituée à celle de l'administration dans le cas où cette dernière serait recherchée.

ART.6 : Cette réglementation est applicable du 01/01/2023 au 31/12/2023.

ART.7: Toutes infractions aux dispositions du présent arrêté seront constatées et poursuivies conformément aux lois en vigueur.

ART.8 : Ampliation du présent arrêté sera transmise à Monsieur le Commandant de la Brigade de Gendarmerie de Marguerittes, à Monsieur le brigadier-chef principal de la Police Municipale de Marguerittes et à l'entreprise BOUYGUES Energies et Services.

ART.9 : Monsieur le Directeur Général des Services est chargé en ce qui le concerne de l'application du présent arrêté.

A Marguerittes (Gard), le cinq janvier deux mille vingt-trois.

Pour le Maire et par délégation,
M. Bernard CHANTRIER



Adjoint délégué aux travaux et équipements publics